

CONFÉRENCE - BILAN OU DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE BIS ?

Un Gouvernement qui doute

Les dernières remontrances du Président de la République Mohamed Ould Abdel Aziz ont eu, comme effet catalyseur, de sortir de leur torpeur tous les segments de la Majorité (partis, parlementaires, gouvernement) qui semblent avoir baissé la garde après l'élection présidentielle du 18 juillet 2009, laissant le terrain libre à une opposition qui n'en demandait pas plus.

CONFÉRENCE - BILAN OU DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE BIS ?

Un Gouvernement qui doute

Les dernières remontrances du Président de la République Mohamed Ould Abdel Aziz ont eu, comme effet catalyseur, de sortir de leur torpeur tous les segments de la Majorité (partis, parlementaires, gouvernement) qui semblent avoir baissé la garde après l'élection présidentielle du 18 juillet 2009, laissant le terrain libre à une opposition qui n'en demandait pas plus.

Mais le besoin de se défendre - et même de reprendre l'initiative en attaquant - ne doit pas être une simple répétition de ce qui a été dit et redit, à chaque fois que le pouvoir veut prouver que le changement est vraiment "constructif".

C'est en tout cas l'impression qui se dégage de la conférence de presse du jeudi animée par le Premier ministre, Moulay Ould Mohamed Laghdaf qui, tout en revenant sur des dossiers brûlants de l'actualité (loi sur le terrorisme, tension avec le Mali, otages) a surtout été le "bon" prétexte pour glorifier jusqu'à l'apologétique, les "réalisations" du gouvernement ! N'est-il pas étonnant que le PM, qui était devant l'Assemblée nationale, début janvier 2010, pour livrer sa traditionnelle Déclaration de Politique Générale (DPG) revienne à la rescousse pour resservir une sorte de "plat réchauffé" où l'on reparle encore et encore de ce qui a été fait, de ce qui est en cours (de réalisation) et de ce qui n'est encore que projets qui risquent de rester à l'état... de projets ? Sans être adeptes du négationnisme, on ne comprend pas à quoi rime cette conférence-bilan qui sonne plutôt comme une "réplique" de force moyenne aux accusations de l'opposition quant à l'absence de stratégie dans la gestion du pouvoir !

On se rappelle, en effet, qu'il y a quelque temps, le président de l'Assemblée nationale, Messaoud Ould Boulkeir, était monté au créneau pour exercer son humour noir sur le président Mohamed Ould Abdel Aziz accusé de n'avoir pas de bilan. Querelles de politiques qui ne sortent pas du cadre de ce qui a toujours caractérisé les rapports, parfois très tendus, entre la majorité et l'opposition.

Mais, pour une fois, les citoyens seront les juges, les évaluateurs, d'une situation nouvelle où les discours (du pouvoir ou de l'opposition) commencent à ne plus faire recette. Et comme point positif, mais à double tranchant, le président Ould Abdel Aziz aura, au moins, eu le mérite d'accélérer le processus de maturation de cet esprit critique qui permet au Mauritanien moyen de savoir à quoi s'en tenir. Même s'il n'accepte pas de changer de camp, pour une promesse non tenue, un leurre découvert trop tard, celui-ci sait tout de même que la réalité n'est pas celle que le gouvernement s'efforce à démontre par l'absurde en essayant de faire croire que 2 + 2 font 5 !

Comment justifier, en effet, la morosité ambiante qui caractérise plusieurs secteurs de la vie économique du pays ? L'agriculture

? Personne n'en parle, à croire même qu'il n'y a plus ni vallée, où le capital public et privé a investi des milliards d'ouguiyas, ni barrages où les populations de cette "Mauritanie profonde" cultivent les céréales. Comment justifier que la réduction de la dette des opérateurs du secteur, estimée à plus de 5 milliards d'ouguiyas sur 12, selon les déclarations du PM, n'est produit aucun effet visible sur la campagne agricole 2010-2011 qui passe, aux yeux de plusieurs observateurs, pour la plus terne de toute l'histoire moderne de la Mauritanie ?

Les dernières nouvelles sur la pêche maritime sont d'un alarmisme tel qu'on croirait qu'il faut vraiment enterrer, pour de bon, le mythe de Nouadhibou, "capitale économique" du pays. Ce sont là deux secteurs où l'action du gouvernement a eu des impacts ravageurs, dénotant même d'un certain "je-m'en foutisme" à la limite de l'irresponsabilité. Qu'on nous dise qu'une telle situation est liée à la crise interne et à la conjoncture internationale, comme d'ailleurs tout le reste, n'explique pas tout. Il fallait, au moins, donner l'impression que quelque chose a été entrepris pour qu'on n'en arrive pas à croire qu'il y a du sabotage dans l'air concernant ces deux secteurs où le capital privé a beaucoup investi.

Pour le reste, on peut concéder au Premier ministre et à son gouvernement que des réalisations ont été faites mais le résultat se fait attendre. L'eau et l'électricité sont toujours des denrées rares. En pleine période de froid, elles manquent cruellement dans certains quartiers de la capitale alors que le gouvernement dit avoir pris des mesures pour que ces deux services connaissent une amélioration notable. En termes de prix, on pourrait également répéter ce proverbe extrait de la comédie "Le Glorieux" de Nicolas Destouches, inspiré des Épîtres d'Horace : "Chassez le naturel, il revient au galop". Le dernier acte de cette inconséquence est cette augmentation brusque du prix de l'essence à la pompe qui entraînera dans son sillage celle de tous les produits de base. Un maléfique compte à rebours qui ne démentira pas cette vérité bien de chez nous que les promesses de campagnes ne durent que le temps séparant celle-ci de l'élection enjeu de tous les "partis" politiques. Ce n'est pas en reprenant vaguement ces leitmotivs qui tournent autour "axes fondamentaux comme la lutte contre la pauvreté, l'amélioration des conditions de vie des citoyens, la réalisation de la sécurité

alimentaire, l'accès aux services publics tels l'eau potable, l'enseignement, la santé, le désenclavement des villes et villages, la rationalisation des ressources publiques et la lutte contre la corruption" que le Premier ministre convaincra ceux qui commencent déjà à douter de la capacité du nouveau pouvoir à apporter le changement. Si l'on ose parler de détérioration, l'on ne saurait un tout cas accepter que les actions "coups de poing" à effet immédiat mais non programmées pour redonner l'espoir de lendemains meilleurs, sont de nature à dire aux opposants du régime : "taisez-vous, oiseaux de mauvais augure !"

En lisant entre les lignes ce que le Premier ministre a livré comme réalisations à court et moyen termes, on ne peut qu'être inquiet. Le fait que l'Iran et la Libye soient parmi les principaux bailleurs dans nos projets d'infrastructures de développement nous ramène à cette double équation de celui qui joue à ce jeu de "perd-gagne". Notre rapprochement avec les pays, dont l'Occident et une bonne partie des pays arabes se méfient, diminuera notre accès aux investissements européens et américains, s'il ne fermera pas devant nous certaines portes d'institutions de financements multilatéraux (Banque mondiale et FMI). On ne devrait pas oublier dans ce cadre que les projets liés au "portefeuille" libyen datent de la venue du Guide Kadhafi dans notre pays, il y a deux ans presque jour pour jour. Ainsi, la fourniture de l'eau potable aux populations de ce qui est communément appelé "le triangle de la pauvreté", à partir du barrage de Fom Gleita et grâce aux financements libyens, est soumis aux aléas de nos relations avec la Jamahiriya. Il suffit que le président Ould Abdel Aziz n'accepte pas d'accompagner l'une des sautes d'humeur du Guide, comme cet appel à la "guerre sainte" contre la Suisse, pour que tout tombe à l'eau.

S'agissant de la polémique autour des indemnités de transport et de logement, le Gouvernement de Moulay Ould Mohamed Laghdaf se défend mal, très mal même : "vous n'aviez rien, messieurs, les fonctionnaires et agents, et vous avez maintenant 3000 UM" ! C'est-à-dire presque rien dans un pays où le pouvoir d'achat des travailleurs, se détériore de jour en jour.

Et le comble, c'est que l'augmentation des taxes et imports sur les importations ainsi que celle des hydrocarbures entraîneront de manière inéluctable la flambée des prix des denrées de première consommation.

Et l'on oublie encore que l'augmentation des salaires était une promesse électorale du président Ould Abdel Aziz. Le visage qu'elle a pris (primes généralisées de transport et de logement) déplace la question sans la régler. Les ressources dégagées de la suppression de certains abus de gestion ont permis au gouvernement de faire semblant d'augmenter les salaires, de manière indirecte, sans oser dire ce que cela représente réellement par rapport à la demande des travailleurs. Telle est la réaction d'un gouvernement qui doute.